Affaires courantes

Les Canadiens commencent donc à se demander si le gouvernement a la moindre idée de ce qu'il compte faire au sujet de la dette et du déficit, puisque toutes les solutions qu'il a proposées jusqu'à maintenant ont échoué.

Une voix: Il n'a aucune crédibilité et n'est pas digne de confiance.

Mme Catterall: Le gouvernement nous sert l'argument de la responsabilité financière. J'ai assisté à certaines séances du Comité des comptes publics du Canada et voici ce qu'ont déclaré des représentants du Conseil du Trésor venus y témoigner: «Nous ne pouvons pas vous dire si vous économisez de l'argent avec votre programme de réduction des effectifs parce que nous ne pouvons pas établir ce que vous coûte la sous-traitance et les employés à court terme.»

Autrement dit, la sous-traitance coûte des milliards de dollars de plus, la Fonction publique du Canada a été déstabilisée, les services aux Canadiens, qu'il s'agisse des personnes âgées, des jeunes ou des personnes malades, se sont détériorés, mais le gouvernement ne se préoccupe absolument pas de ce qu'il gaspille pour la sous-traitance. En fait, pour tout ce qu'en savent la population canadienne, le Comité des comptes publics et la Chambre, avec la sous-traitance, nous dépensons pour les services deux fois plus qu'il y a six ou sept ans, tout simplement parce que le gouvernement est dans l'ignorance complète. Est-ce là un exemple de responsabilité financière? Bien sûr que non.

Pour faire valoir sa participation aux mesures d'austérité, le gouvernement va nous parler d'un projet de loi qui prévoit, pour les députés, des restrictions salariales conformes à celles imposées à la fonction publique. Fait à signaler, le gouvernement a décidé de s'imposer des restrictions salariales, non pas à partir de la convention collective de cette année, celle où les salaires des fonctionnaires seront gelés. Oh, non. Nous, les députés, nous n'allons pas nous embarquer dans cette galère. Nous attendons l'an prochain, année où une hausse de 3 p. 100 est prévue pour la fonction publique.

Les Canadiens en ont assez de ce genre d'hypocrisie qui empêche les fonctionnaires d'établir une relation de confiance avec le gouvernement ni travailler en collaboration avec lui.

Quelles seront les véritables victimes? Quand son salaire dépasse 100 000 \$ par année, c'est facile de dire: «Très bien, je vais me passer d'une augmentation salariale

cette année», ou encore, «J'accepterai une hausse de 3 p. 100 l'an prochain.» Quelles seront les véritables victimes? Que dire des dizaines de milliers de travailleurs, dont 80 p. 100 sont des femmes, qui gagnent moins de 19 000 \$ par année? Ce sont eux qui vont souffrir. Y a-t-il une disposition spéciale pour eux?

Que dire des 68 000 fonctionnaires, soit près du tiers des employés de la fonction publique, qui touchent un salaire inférieur au seuil de la pauvreté?

Ce n'est pas le message que le gouvernement veut transmettre à la population. Il veut lui faire croire que tous les fonctionnaires fédéraux sont pleins aux as, qu'ils font la belle vie, qu'ils ne travaillent que quelques heures par jour. Il sait pourtant que ce n'est pas vrai et qu'il a l'obligation de l'avouer à la population canadienne.

Le ministre a promis que son gouvernement ne réduirait plus les effectifs. Pense-t-il vraiment que les gens vont le croire? Depuis des mois, je reçois sans cesse des appels à ce sujet. Le gouvernement réduit des programmes, comme les services de promotion de la santé, et les gens perdent leur emploi. Tous les jours, le gouvernement réduit ou abolit les programmes de Santé et Bien-être Canada visant à surveiller la présence de résidus de produits pharmaceutiques dans les aliments, et cela se poursuit probablement encore aujourd'hui.

• (1630)

Les gens perdent leur emploi et les Canadiens perdent des services précieux.

Il y a quelques années, on nous a annoncé un programme quinquennal de réduction des effectifs, qui s'est terminé à la fin de l'an dernier. Aujourd'hui, il y a un autre programme de réduction des effectifs. Le ministre a déclaré qu'on avait ordonné aux ministères de ne pas réduire leurs effectifs. C'est dur à croire, quand on sait que, à l'heure actuelle, partout au pays, certains employés des ministères fédéraux se font dire qu'ils n'ont plus d'emplois et qu'ils font partie des effectifs excédentaires.

Si on voulait sabrer dans la fonction publique, on aurait pu s'en prendre au plus gros cabinet que possède de nos jours un État libre. On aurait pu se demander pourquoi les ministres ont doublé le nombre d'employés qu'ils peuvent soutirer aux bureaux gouvernementaux, déjà à court de personnel, pour leur confier des travaux de nature personnelle et politique. Ils ont doublé le nombre qu'ils peuvent avoir, doublé les coûts pour les Canadiens, et réduit les services fournis à ces derniers.